

L'Adresse—M. Corbett

Troisièmement, nous devrions vaincre notre propre peur et rencontrer ceux que nous craignons, les Soviétiques, par exemple. Nous devrions nous parler et ne pas laisser seulement les deux chefs se rencontrer. Nous devrions utiliser davantage les possibilités qui existent dans le cadre de la Conférence circumpolaire, une conférence de tous les pays qui touchent l'océan Arctique. Voilà trois actions que j'aimerais voir discuter au Parlement, en vue de parvenir à la paix, en faisant preuve de justice et en discutant d'un juste règlement entre nous et ceux que nous craignons.

M. Bob Corbett (Fundy—Royal): Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir que je participe au débat sur le dernier discours du trône. Chose certaine, la situation du Canada à l'heure actuelle est telle que nous attendons tous avec impatience la relance économique. J'ai été extrêmement encouragé par plusieurs des observations faites dans le discours du trône et je m'attends à ce que les graves questions de l'heure soient abordées.

Dans le discours du trône, le gouvernement décrit sa stratégie en trois parties tendant à favoriser la relance économique en faisant preuve de responsabilité financière, en faisant disparaître les obstacles à la croissance et en encourageant de nouveaux investissements. Depuis son élection, il y a deux ans, le gouvernement prend des mesures en ce sens et nous n'ignorons pas également qu'elles ont donné certains résultats. En fait, nous sommes témoins d'une certaine croissance.

Environ 24 578 nouveaux emplois sont créés chaque mois depuis l'élection du gouvernement conservateur. Le taux de la Banque du Canada a chuté. Selon le Conference Board du Canada, la confiance des consommateurs n'a jamais été aussi élevée depuis près de 21 ans et elle n'a été supérieure qu'une seule fois dans notre histoire. Le taux d'inflation est demeuré assez stable à 4 p. 100 depuis deux ans, et les prix n'ont jamais été aussi stables depuis 1971.

Je viens de la région de l'Atlantique et de la circonscription de Fundy—Royal, et je connais donc bien les disparités économiques et régionales. Avant la présentation du discours du trône, nous craignons que le gouvernement ne se soit pas attaqué assez directement à ces disparités régionales. Tous les gens de la région de l'Atlantique ont été heureux de constater qu'on a reconnu clairement les problèmes de disparité régionale dans le discours du trône. Je crois qu'il est grand temps que le gouvernement, ainsi que la plupart des gens, reconnaissent que l'inéquité est inacceptable pour les Canadiens de la région de l'Atlantique, qui sont généralement des gens fiers et autonomes, bien décidés à jouer un rôle actif dans la vie nationale et dans la Confédération. Les habitants de l'Atlantique ne veulent pas davantage de cadeaux. Le fait est que nous tenons à nous affranchir de cet état de dépendance considérable qui oblige nos concitoyens à nous aider. Il nous faut reconnaître que la région de l'Atlantique touche en subventions fédérales quelque milliards de dollars de plus par an qu'elle ne verse au Trésor fédéral. Pareille injustice est injustifiable.

• (1610)

Le gouvernement a pris plusieurs initiatives destinées à faciliter une expansion économique durable dans la région, par exemple le Programme Entreprise Atlantique qui assurera pour 1 milliard de dollars de garanties d'emprunt, le programme de l'agence chargée de faciliter et de coordonner toutes les initiatives fédérales de développement dans la région de l'Atlantique, lequel programme favorisera l'adjudication de contrats du gouvernement fédéral à des entreprises régionales; le programme Entreprise Cape Breton; et les ententes d'expansion économique et régionale mises en oeuvre et ayant connu un certain succès. L'agence fédérale coordonnera, je le répète, toutes les initiatives fédérales de développement dans la région. Son siège social sera sis dans la région de l'Atlantique. Elle veillera à ce qu'il soit fait usage des ressources et des compétences des habitants de la région qui participeront directement à l'élaboration du programme et de la politique d'expansion.

Nous avons entendu parler depuis quelques jours et depuis quelques heures d'autres initiatives et programmes qui ont été mis en oeuvre. Aujourd'hui, le ministre d'État chargé des Petites entreprises et du Tourisme (M. Valcourt) nous a vanté les mérites de la petite entreprise et rappelé qu'il fallait l'encourager à s'établir dans la région de l'Atlantique. Il y a quelques semaines, le ministre d'État chargé des Forêts et des Mines (M. Merrithew) de Saint-Jean a déclaré que l'on venait de reconnaître au Port de Saint-Jean le statut de port régional. Ce sera une véritable bénédiction pour le port de Saint-Jean et pour le Nouveau-Brunswick en général.

Mais il faut faire davantage. Chose certaine, on a commencé du bon pied, et les mesures qui s'imposaient ont été prises. Il faut que le Canada de l'Atlantique obtienne davantage de notre gouvernement qu'il n'a obtenu d'aucun des autres gouvernements ou administrations qui ont précédé. Il se trouve dans une état de marasme économique depuis que la politique nationale a été annoncée en 1879 et que le gouvernement allant du nord au sud pour les orienter d'est en ouest. Cela a fait du tort au Canada de l'Atlantique, aux provinces maritimes comme on les appelait à l'époque. Les habitants de la région ont traditionnellement fait du commerce du nord vers le sud. Cette initiative a porté un coup dur à notre économie, et nous n'avons jamais connu à nouveau l'époque où nous jouissions d'une prospérité économique égale à celle de nos voisins de l'Ouest.

Je pense qu'il est grand temps de reconnaître qu'il faut créer des relations spéciales entre le Canada et la région de l'Atlantique et reconnaître le rôle spécial que cette région a joué jadis dans le développement et l'établissement de notre pays.

Monsieur le Président, je vous propose à cette étape de vos négociations avec les États-Unis, alors que probablement l'avenir de la nation, donc de la région de l'Atlantique, n'a jamais été autant d'actualité qu'aujourd'hui, qu'on accorde aux Canadiens de la région de l'Atlantique ce statut spécial que je réclame.